

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE

Edition spéciale Budget 2007-2008

27 juin 2007

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, pour *L'Express*, du 18 au 20 juin 2007, auprès d'un échantillon de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

2010

Par Eric NG PING CHEUN

Si l'état d'esprit entretient la confiance, on peut affirmer que le deuxième budget du gouvernement actuel met les gens dans de bonnes dispositions. Sur un horizon d'un an, la quasi-totalité des analystes interrogés dans le présent baromètre est optimiste sur les perspectives de notre économie. Même sur le moyen terme, soit d'ici à 2010, neuf analystes sur dix affichent l'optimisme, et un sur quatre dit être "plus optimiste".

Ces analystes, qui sont des économistes, des cambistes, des agents de change, des gestionnaires de portefeuille et des experts financiers, ne peuvent pas se tromper : pour être si optimistes, ils doivent bien croire que les effets positifs des deux budgets présentés par le ministre des Finances, Rama Sithanen, ne se limiteront pas aux opérateurs économiques, mais se diffuseront au sein de la population. En attendant de voir l'application concrète de ce qui a été annoncé et ses résultats, il existe toutefois le risque que l'inflation vienne casser ce "mood".

De par leur insularité, encouragée par nos médias, les Mauriciens sont peu sensibilisés à l'inflation mondiale. Il suffit pourtant de lire la presse internationale sur l'internet pour savoir que la hausse des prix n'est pas une caractéristique mauricienne, mais affecte aussi les pays développés. C'est ce que révèle le journal anglais "The Independent" dans sa livraison du 23 juin dernier.

On y apprend que, sur les douze derniers mois, les prix des céréales en Grande Bretagne ont augmenté de 12% et que le prix mondial du blé a doublé, ce qui se répercute sur les prix du lait, du fromage, du yaourt, du beurre, du poulet et du boeuf. Ainsi, les prix du beurre en Europe ont grimpé de 40% tandis que les prix du lait ont bondi de 60% sur le marché international. Et, phénomène nouveau, les prix alimentaires montent concurremment avec le prix du brut, lequel frise les US\$ 70 le baril, car il devient plus profitable aux fournisseurs de blé de vendre leur produit aux producteurs d'éthanol.

Entrera bientôt dans le vocabulaire des économistes le néologisme "agflation", né de la fusion des mots agriculture et inflation. Il signifie une augmentation des prix alimentaires due à l'usage des céréales comme une ressource énergétique alternative et à l'accroissement de la consommation mondiale des produits alimentaires. Celui-ci est causé par l'émergence des millions de nouveaux riches en Chine et en Inde.

De cette inflation par les coûts, l'île Maurice n'est pas à l'abri. Les autorités peuvent la contenir par une stabilisation de la roupie, comme on l'a vu ces

derniers mois, mais celle-ci a ses limites devant le manque de compétitivité de nos produits et services. Et même si, selon les projections du budget, les réserves internationales nettes demeurent confortables à 6,3 mois d'importations en 2010, on ne laissera sans doute pas la roupie s'apprécier au point de pénaliser indûment les exportateurs.

Ce qui est gérable, c'est l'inflation par la demande. Ici, et le ministère des Finances et la Banque de Maurice (BoM) ne pourront se dédouaner d'une gestion hasardeuse s'il y a mauvaise coordination entre la politique fiscale et la politique monétaire. L'une et l'autre ne sauraient être à la fois expansionnistes ou déflationnistes.

D'une part, qu'elles relèvent du budget courant ou du budget de développement, les dépenses publiques sont inflationnistes de nature, car elles ne proviennent pas de la production. En 2007-2008, les dépenses courantes augmenteront de 13%, et les dépenses de développement de 28%, donc plus que le taux d'inflation de 2006-2007 (10,7%). Ce qui est contraire à la troisième règle d'or selon laquelle les dépenses publiques doivent rester constantes après ajustement de l'inflation.

D'autre part, la baisse accélérée de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés à 15% va fouetter la consommation et l'investissement à la fois. C'est bon pour la croissance économique, mais elle sera inflationniste. En même temps, les entrées de capitaux sous forme d'investissements directs étrangers vont grossir la masse monétaire qui se transformera ultérieurement en crédits bancaires, source potentielle d'inflation.

Pour toutes ces raisons, le Comité de politique monétaire n'a d'autre choix que de relever le taux d'intérêt le 30 juin prochain. Un tour de vis monétaire va, au mieux, freiner des crédits douteux et, au pire, ralentir le recul de la dette publique par rapport au produit intérieur brut. Il signalera un engagement ferme des autorités dans la lutte contre l'inflation, le pire ennemi des pauvres. Il confirmera le principe de "*predictability*" que la BoM voudrait instaurer avec le marché, et surtout une politique monétaire pro-active par rapport à l'éventuel impact salarial du rapport Pay Research Bureau de 2008.

Les quatre moteurs de croissance sont en marche : la consommation, l'investissement, les exportations et les dépenses publiques. C'est une croissance équilibrée, mais elle sera saine si la BoM parvient à régler finement sa politique monétaire. Dans ce cas, le gouvernement devrait être en mesure de diminuer de deux points le taux de la Taxe à la valeur ajoutée à 13% en 2009.

Grâce à la fiscalité légère, les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Les ingrédients sont réunis pour que Maurice connaisse un boom économique en 2010, année où le ministère des

Finances prévoit une croissance de 6,4%. En 1988, en plein boom textile, la croissance était à 6,2% et le chômage à 3,9%.

Le prochain boom sera différent en ce sens qu'il ne sera pas tributaire d'un seul secteur, mais proviendra de plusieurs pôles de croissance : la pêche, le textile, le tourisme, la finance, l'informatique, l'externalisation, l'immobilier et l'industrie biomédicale. Alors que le précédent boom avait créé des emplois de masse, le prochain boom sera différent aussi par la qualité des emplois.

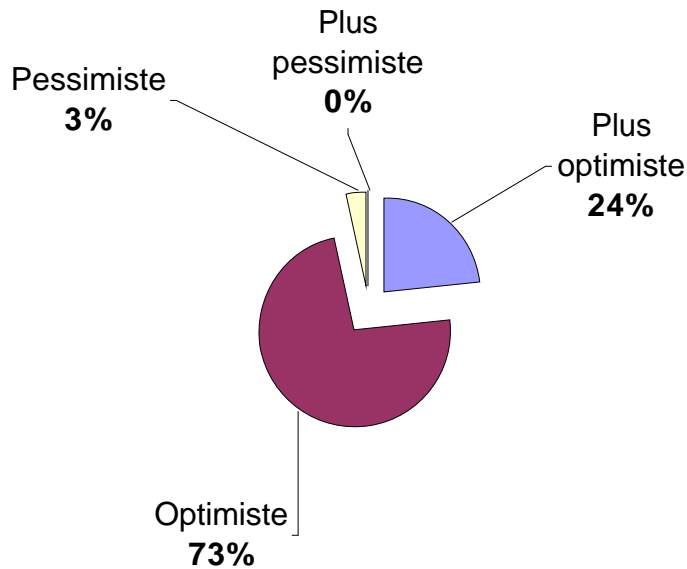
Le taux de chômage était de 9,1% en 2006, et la population active augmente de 7 500 personnes en moyenne chaque année. Si l'on définit le plein emploi par un taux de chômage de 3%, il faudra créer 60 000 emplois pour les Mauriciens d'ici à 2010. On n'y arrivera pas, mais on peut espérer que chaque emploi créé sera mieux rémunéré qu'avant.

Le monde a changé, et il faut regarder l'avenir. En économie comme en politique, les regards sont tournés vers 2010.

(www.pluriconseil.com)

1) Par rapport aux **perspectives économiques**, le Budget 2007-2008 vous a rendu...

Perspectives économiques d'ici à un an



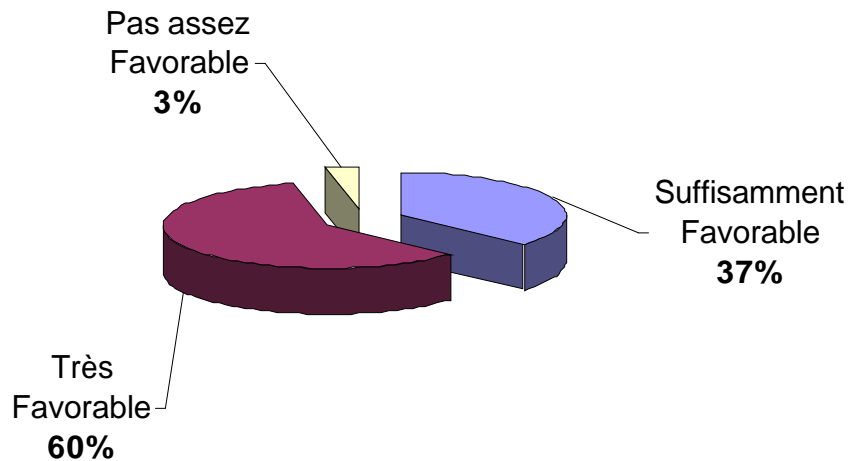
	D'ici à 1 an	D'ici à 2010
Plus optimiste	24%	24%
Optimiste	73%	66%
Pessimiste	3%	7%
Plus pessimiste	0%	3%

Optimisme béat

Le budget 2007-2008 rend les analystes optimistes par rapport aux perspectives économiques, à 97% d'ici à un an et à 90% d'ici à 2010. Pour eux, ce budget est *“investment friendly”* mais aussi *“fiscally generous”*, favorisant *“higher disposable income and greater profitability”*. Un économiste y met toutefois un bémol : *“For the short term the budget has reversed the climate of pessimism in the country but does not address fundamental problems in the fields of education, infrastructure, including IT connectivity, and the inefficiency of public services.”*

2) Au **secteur de la production**, le Budget est...

Le Budget par rapport au secteur de la production

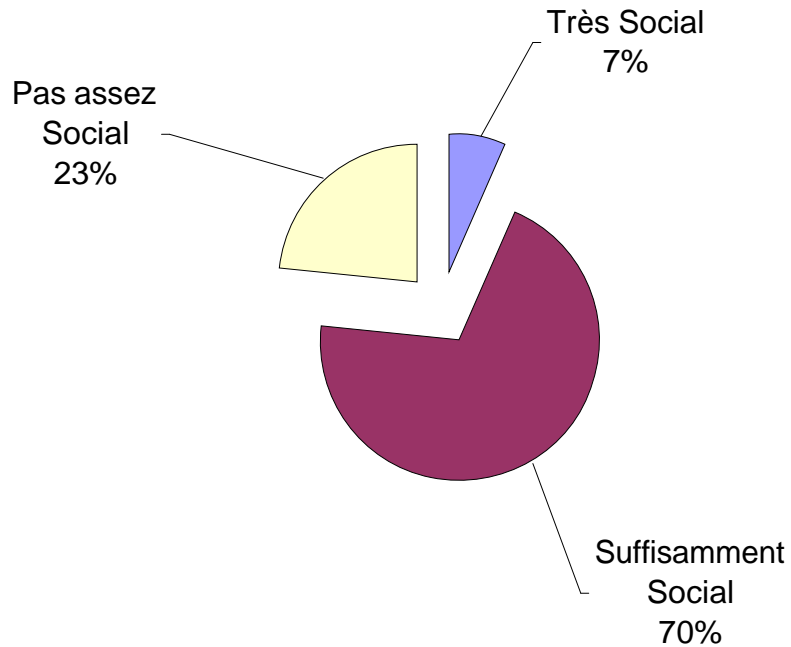


Plus de création de richesses

L'optimisme des analystes s'explique par le fait que les mesures budgétaires vont favoriser la production de biens et services, c'est-à-dire le monde des entreprises. Trois répondants sur cinq trouvent même "très favorable" le budget. La baisse de leur taux d'imposition à 15% "*permettra aux compagnies de ré-investir dans la formation et le développement*". Aussi, "*the measures taken to reduce bureaucracy and to attract more foreign investors will definitely boost the corporate sector*". Toutefois, "*the country is still vulnerable to external supply shocks like rising oil prices and the attendant problems of inflation. Shortage of skilled manpower will be a major handicap to our country becoming a globally competitive economy.*"

3) Au regard des **mesures sociales**, c'est un Budget...

Le Budget par rapport aux mesures sociales

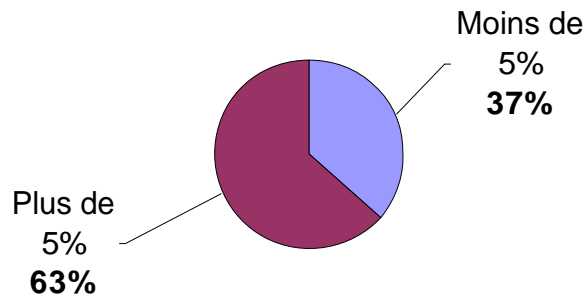


Un budget suffisamment social

Pour 77% d'analystes, le budget est suffisamment voire très social *"because it maintains a lot of social programmes"*. Et puis, *"the underlying element is about targetted social aid. With the expected change in ID cards, one can expect a more scientific way of making resource-hungry facilities like health and school free for the needy and low income groups. This would be a welcome strategy to improve the country's finances and uplift the service levels in health and education institutions."*

4) Suite au Budget, le **taux de chômage** sera ramené, d'ici à 2010, à...

Taux de chômage d'ici à 2010

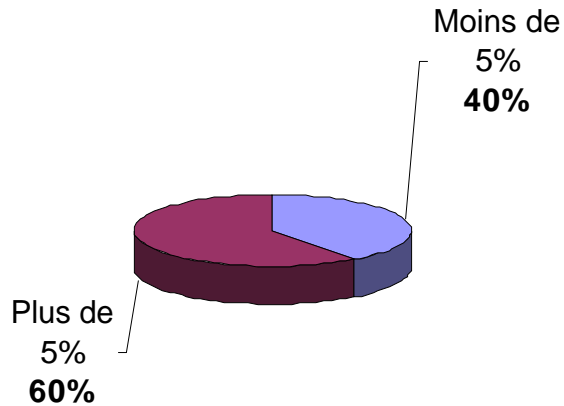


Le plein d'emploi irréalizable

On peut définir le plein emploi comme une situation où le taux de chômage est inférieur à 5%, plus précisément à 3%. Il était de 9,1% en 2006. Pour la grande majorité des analystes, l'objectif de plein emploi fixé par le ministre des Finances dans son budget ne sera pas atteint d'ici à 2010. Notre économie ne crée pas assez d'emplois, beaucoup d'emplois iront aux travailleurs étrangers, l'âge de la retraite sera allongé, et il existe un chômage "structurel", voire "naturel", qui se situerait autour de 5,5%. Sinon, *"un taux de chômage de 7% est faisable"*.

5) Suite au Budget, le **taux d'inflation** sera ramené, d'ici à 2010, à...

Taux d'inflation d'ici à 2010

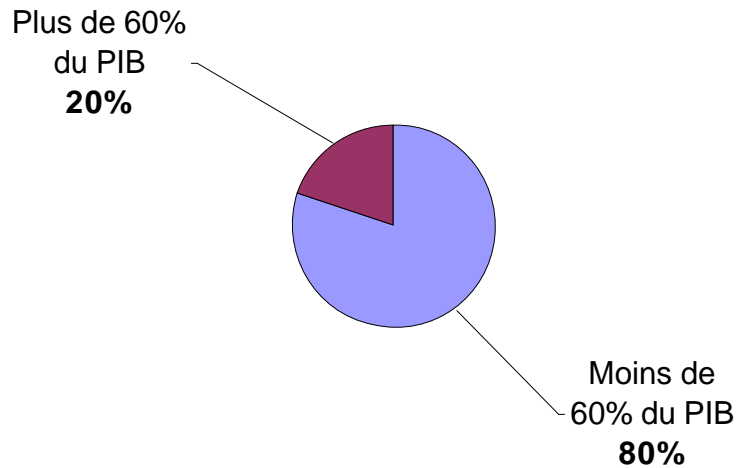


L'inflation hors de contrôle

L'inflation est de 10,7% pour l'année 2006-2007. Une inflation inférieure à 5% dans le contexte mauricien peut être sous contrôle. Ce ne sera pas possible d'ici à 2010, selon trois analystes sur cinq. Commentaire d'un économiste : *“With high unemployment dampening wage pressures, our inflation level will be largely determined by the prices of imported products, including petroleum products and foodstuffs, the prices of which tend to rise. Furthermore by 2009, the 36% cut in sugar prices will be fully effective and this may cause a further loss in confidence in the value of the rupee, thus leading to exchange rate depreciation and thereby adding to price pressures.”*

6) Suite au Budget, la **dette du secteur public** sera ramenée, d'ici à 2010, à...

Dette du secteur public



Amélioration des finances publiques

La dette du secteur public, incluant la dette domestique et la dette externe des corps paraétatiques, est estimée à 62,8% du produit intérieur brut en 2006-2007, alors que la norme de l'Union Européenne est de 60%. Quatre analystes sur cinq sont confiants que le ministère des Finances la ramènera à moins de 60% d'ici à 2010. Pour cela, il faut moins de gaspillage et un désengagement de l'Etat de plusieurs secteurs. Entre-temps, *“the inflow of monies from international institutions and better cash flow management would help the government to reduce the debt level”*.

7) Quelle est votre appréciation de ces **mesures fiscales** ?

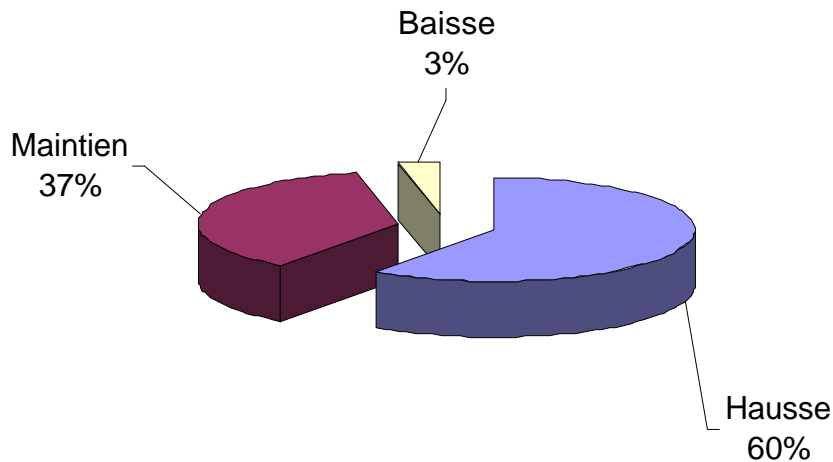
	“Corporate and Personal Income Tax at the flat rate of 15%”	“Special Levy on Banks”	“Social contribution of US\$ 6,000 under IRS”
Totalement d'accord	63%	33%	56%
Plutôt d'accord	27%	40%	30%
Plutôt en désaccord	7%	20%	7%
Totalement en désaccord	3%	7%	7%

Une fiscalité juste

Si 63% d'analystes sont “totalement d'accord” avec l'impôt plat de 15% pour les sociétés et les particuliers, c'est parce que cela va promouvoir l'effort et l'initiative et encourager les gens à déclarer tous leurs revenus. La taxe spéciale sur les banques profitables est approuvée par 73% d'analystes, mais on préfère qu'elle soit imposée sur la profitabilité seulement, car un impôt défini par rapport au chiffre d'affaires va à l'encontre de l'esprit d'entreprise. Enfin, 86% d'analystes sont pour la contribution sociale de US\$ 6 000 prélevée sur la vente d'une villa sous Integrated Resorts Scheme (IRS), mais elle aurait dû être plus élevée pour des villas vendues à plus de US\$ 1 million l'unité.

8) Quelle orientation sera donnée au “Repo Rate” le 30 juin ?

Orientation du "Repo Rate" le 30 juin



Hausse du taux d'intérêt

Le Comité de politique monétaire se réunira le 30 juin pour décider sur le taux directeur, le “Repo Rate”, actuellement à 8,5%. Pour peu que les autorités se montrent “*sensitive to consumers' complaints about the double-digit inflation*”, trois analystes sur cinq entrevoient une hausse du taux d'intérêt, d'au moins 50 points de base, afin de contenir l'inflation. D'autant que “*the decrease in personal taxation is likely to lead to an increase in disposable income which will drive consumption up, thus putting upward pressure on prices*”.

PluriConseil Ltd

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 27, Mgr. Gonin Street, Port Louis, Mauritius

Telephone: +230 213 6719

Fax: +230 234 2761

Mobile: +230 736 1735

Website: www.pluriconseil.com

E-mail: enpc@intnet.mu

VAT number: VAT20290904

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.